

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Nucleaire-EDF-lance-les-negociations-pour-deux>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue de presse > **Nucléaire : EDF lance les négociations pour deux nouveaux EPR au Royaume-Uni**

5 mai 2018

## Nucléaire : EDF lance les négociations pour deux nouveaux EPR au Royaume-Uni

## Nucléaire : EDF lance les négociations pour deux nouveaux EPR au Royaume-Uni

Selon nos informations, le groupe français discute avec le gouvernement britannique pour trouver un nouveau mode de financement pour construire des réacteurs à Sizewell.

Par Nabil Wakim et [Eric Albert](#) (Londres, correspondance)



EDF a entamé des négociations avec le gouvernement britannique pour construire deux nouveaux réacteurs nucléaires de type EPR au Royaume-Uni, après ceux en construction à Hinkley Point. Le patron d'EDF outre-Manche, Simone Rossi, a rencontré à la mi-avril le ministre britannique de l'industrie, Greg Clark, ainsi que des responsables du Trésor britannique, ont affirmé plusieurs sources

au *Monde*.

Le sujet : Sizewell. Sur ce terrain du Suffolk (est de l'Angleterre), où deux centrales nucléaires sont déjà en activité, EDF a toujours affiché ses ambitions de construire deux nouveaux réacteurs d'EPR. Mais le financement d'Hinkley Point a été si long et difficile qu'il est hors de question de reproduire le même schéma.

## Un projet très critiqué

Les discussions se concentrent donc sur de possibles scénarios alternatifs. Est ainsi à l'étude la possibilité de faire partager le coût de la construction aux consommateurs britanniques, sur leur facture d'électricité. Il ne s'agirait pas nécessairement d'un paiement direct, mais plutôt d'une sorte de caution qui reste à définir. Pour l'heure, le ministère de l'industrie britannique se borne à rappeler que « *de nouvelles centrales nucléaires ont un rôle important à jouer dans l'avenir de notre production d'électricité à faibles émissions de CO<sub>2</sub>* ».

Pour comprendre les discussions actuelles, il faut revenir sur Hinkley Point. Les deux EPR, dont la construction, dans l'ouest de l'Angleterre, a commencé fin 2016, doivent coûter 19,6 milliards de livres (22,2 milliards d'euros), et celle du premier doit démarrer en 2025. Ils sont critiqués de toutes parts. D'abord du côté d'EDF, qui en finance sur fonds propres les deux tiers (le chinois CGN apporte le reste) et voit le projet anglais plomber son bilan. Son directeur financier a démissionné pour s'y opposer en mars 2016.

Le gouvernement britannique, lui, ne met, certes, pas un centime dans la construction, mais il a signé un accord hors norme avec EDF, lui garantissant, pour l'électricité produite à Hinkley Point, pendant trente-cinq ans un prix de 92,50 livres (105 euros) le mégawattheure (MWh), soit plus du double du prix actuel du marché. Cela a suscité un tollé outre-Manche, d'autant que le coût des énergies renouvelables a, depuis, sensiblement diminué.

## Réduire les coûts de 30 %

Pas question de recommencer les mêmes erreurs avec Sizewell. L'objectif est de réduire les coûts d'environ 30 %. De plus, EDF ne veut financer qu'une petite partie du projet et souhaite faire appel à des fonds de pension pour le reste.

EDF espère d'abord réaliser des économies en tirant les leçons des précédents projets. Les études d'ingénierie d'Hinkley Point, qui ont coûté plus de 2 milliards d'euros, ne devront pas être intégralement refaites. Et, si le budget de la construction des pièces reste le même, le processus administratif peut être allégé. Au total, jusqu'à 20 % de réduction des coûts pourraient être espérés.

## Mettre à contribution les consommateurs

Par ailleurs, l'exigence du gouvernement britannique de ne rien payer de la construction des centrales a fortement augmenté le coût d'Hinkley Point. EDF, qui assume l'ensemble des risques du chantier, a réclamé un fort rendement, d'environ 9 %. Lever de l'argent en tant qu'entreprise privée lui coûte cher, alors que Londres peut actuellement emprunter à un taux d'intérêt de moins de 1,5 %.

En conséquence, les esprits évoluent au Royaume-Uni. En juillet 2017, le National Audit Office, l'équivalent de la Cour des comptes, notait ainsi que « [\*si le gouvernement avait contribué au financement \[d'Hinkley Point\], cela aurait pu réduire les coûts.\*](#) »

Cette fois, EDF propose donc d'inclure l'Etat britannique dès les travaux. Il ne financerait pas directement la nouvelle centrale, mais mettrait à contribution les consommateurs, sur leur facture

d'électricité. Les détails restent flous, mais cette garantie permettrait d'abaisser beaucoup le coût du financement du projet. En échange, les investisseurs pourraient se montrer moins gourmands, avec un retour peut-être autour de 5 -6 % seulement.

## **Un dossier explosif**

Bien sûr, les négociations débutent à peine, et le dossier est explosif. Les prix de l'électricité font régulièrement les gros titres des journaux, et les travaillistes ont promis de renationaliser le secteur. Pour emporter l'adhésion de Londres, EDF doit prouver que l'EPR fonctionne. Or, le démarrage du premier réacteur de Taishan (Chine) ne devrait pas intervenir avant fin 2018. L'interminable chantier normand de Flamanville est censé se terminer fin 2018 et l'EPR démarrer début 2019, soit sept ans après ce qui était initialement prévu. Mais de récents problèmes de soudures pourraient entraîner un nouveau report.

Pour ne pas perdre le bénéfice de l'expérience, EDF voudrait ne pas espacer ses deux projets d'EPR anglais de plus de cinq ans. Il faudrait donner alors le coup d'envoi du nouveau chantier autour de 2021 et pour cela trouver un accord avec Londres sur la nouvelle méthode de financement d'ici à fin 2019, début 2020.